

Paris, le 24 janvier 2018

Communiqué de presse :

**Les personnes retraitées soutiennent
les actions engagées le 30 janvier par les personnels des EHPAD.**

**Les retraité-e-s de Solidaires refusent
que l'aide à l'autonomie soit essentiellement considérée
comme un secteur rentable pour les investisseurs.**

La canicule de 2003 a mis en évidence la situation dégradée des personnes âgées dans les établissements spécialisés. Désormais, le grand public est au courant de cette situation, et plus seulement les familles et les proches des personnes directement concernées. Depuis 2003 plus particulièrement, les gouvernements n'ont cessé d'afficher leur compassion à l'égard des « aîné-e-s » et les promesses électorales sont toujours très fortes. Les réalisations n'ont, jusqu'à présent, jamais été à la hauteur des besoins et des demandes. La loi votée en décembre 2015 dite d'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) promettait beaucoup et a tenu très peu. Elle a notamment totalement négligé la situation des établissements spécialisés et des EHPAD. Le gouvernement de l'époque, comme le gouvernement actuel, mettent en avant les difficultés budgétaires des finances publiques alors qu'ils participent très directement au creusement des déficits publics, en baissant, voire en supprimant, des impôts et taxes mis à la charge des plus riches, en multipliant les cadeaux fiscaux et sociaux sans contreparties ni contrôles, et en continuant d'être complices, de fait, d'une fraude fiscale de haut vol au profit de la finance, par le biais, notamment, d'une tolérance réelle à l'égard des clients et des usagers des paradis fiscaux.

Toutes les organisations syndicales représentatives des personnels des EHPAD appellent à une journée d'action et de grève dans les EHPAD le 30 janvier. Le groupe des 9 organisations de retraité-e-s (CGT, FO, FSU, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FGR-FP, UNRPA, LSR) appelle les personnes retraitées à soutenir ces initiatives et à participer aux manifestations qui auront lieu dans tous les départements.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) appelle en outre ses militantes et militants et, au-delà, les personnes retraitées, à dénoncer la politique menée par les gouvernements dans ce secteur. Il est de plus en plus manifeste que le manque de moyens attribués au secteur public (en l'occurrence les EHPAD publics) est une façon de renforcer le « marché » ouvert aux capitaux privés pour y investir et y faire des profits. Dans un premier temps, l'UNIRS a décidé de proposer aux personnes concernées par cette situation d'adresser un courrier au premier groupe privé du secteur, le groupe KORIAN, premier bénéficiaire de cette politique de carence délibérée du secteur public.